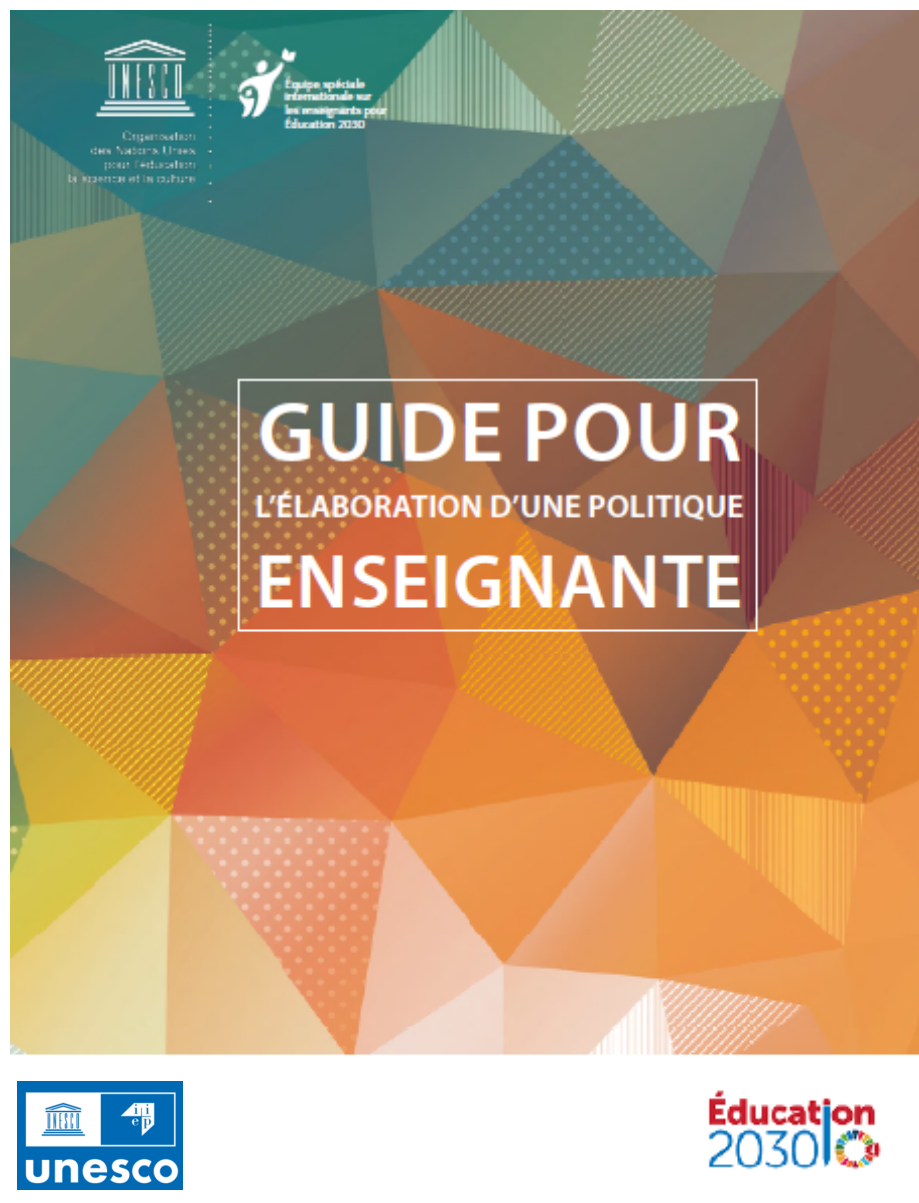


Module sur la planification d'une politique enseignante tenant compte des risques de crise

Projet soumis à consultation – MERCI DE TÉLÉCHARGER AFIN D'ÉDITER



Le présent module a été élaboré dans le cadre du partenariat de l'Initiative norvégienne sur les enseignants (NTI) parrainée par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD). Coordonnée par l'UNESCO, la NTI réunit huit parties prenantes clés du secteur de l'éducation :



Projet soumis à consultation – septembre 2021

Chers partenaires,

Nous sommes ravis de partager ce projet de module soumis à consultation qui a été élaboré par l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO dans le cadre de la NTI.

Le présent module vise à être publié en complément du [Guide pour l'élaboration d'une politique enseignante](#), disponible en anglais, français, espagnol et arabe.

Vous êtes invités à réviser ce projet et à nous transmettre vos commentaires et vos questions, en accordant une attention particulière aux questions directrices ci-après.

Veuillez soumettre vos commentaires et suggestions d'ici le 1^{er} octobre à sm.richter@unesco.org.

QUESTIONS DIRECTRICES À L'INTENTION DES RELECTEURS

- Pensez-vous à des éléments majeurs qui mériteraient d'être accentués et/ou clarifiés ?
- Le document omet-il des informations essentielles ?
- Le document présente-t-il des inexactitudes factuelles ou d'autres contradictions majeures au regard de vos connaissances/votre expérience ?
- Avez-vous des ressources/exemples à partager ?

Planification d'une politique enseignante tenant compte des risques de crise

Contexte

La prévalence des crises et des catastrophes à travers le monde menace de plus en plus la continuité et la qualité de l'éducation. À la fin de l'année 2020, on comptabilisait 82,4 millions de personnes déplacées de force en raison de persécutions, de conflits violents, de violations des droits de l'homme, de catastrophes naturelles, et d'autres événements ayant gravement porté atteinte à l'ordre public (HCR, 2021a). Parmi elles, on estime à 35 millions le nombre d'enfants (UNICEF, 2021). Outre la menace planant sur la continuité de l'éducation, ces crises exacerbent bien souvent les difficultés et les inégalités existantes. Par exemple, la crise actuelle de la COVID-19 a bouleversé les systèmes éducatifs à travers le monde. Entre avril et mai 2020, des centaines de milliers d'écoles ont été contraintes de fermer, plaçant des communautés scolaires entières – du personnel scolaire aux apprenants – dans une situation de détresse sans précédent. Les effets à long terme de la crise ne sont pas encore connus. Toutefois, de récents rapports suggèrent que, dans le monde, environ 100 millions d'enfants n'atteindront pas le niveau minimum de compétence en lecture en raison de la fermeture des écoles (UNESCO, 2021).

La COVID-19 n'est que l'une des nombreuses menaces existantes et potentielles pesant sur la continuité et la qualité de l'éducation. Il peut arriver que les communautés scolaires soient directement ciblées par des attaques. Selon la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA), entre 2015 et 2019, plus de 8 000 élèves, étudiants, enseignants et autres membres du personnel scolaire de 37 pays touchés par des conflits ont été tués, blessés, enlevés, menacés, arrêtés, ou détenus par des forces armées, des forces de l'ordre, d'autres entités étatiques chargées d'assurer la sécurité ou des groupes armés non étatiques (GCPEA, 2020b). En raison du climat de peur qu'elles créent, ces attaques provoquent souvent des fermetures d'écoles permanentes et des abandons scolaires, qui touchent en particulier les filles (GCPEA, 2020a).

Les systèmes éducatifs sont souvent mal préparés pour faire face aux crises qui surviennent. De nombreux pays ne disposent pas de plans de préparation, d'intervention et de relèvement face aux crises. Ces lacunes dans la planification de l'éducation viennent aggraver des situations déjà chaotiques, laissant les acteurs de première ligne, chefs d'établissement et enseignants, seuls face à des situations extrêmement complexes. Par conséquent, la capacité des acteurs locaux à surmonter les conséquences des crises repose sur leur sens de l'initiative et de l'innovation. Bien que ce manque de planification donne lieu à des pratiques prometteuses pouvant être source d'inspiration, il menace également l'équité et la qualité de l'éducation, et exerce une pression supplémentaire sur les acteurs du secteur de l'éducation.

Par ailleurs, non seulement les crises ont de multiples effets néfastes sur la sécurité et la santé physiques des enfants, mais elles menacent également leur bien-être mental et émotionnel, en particulier pour les enfants déplacés de force : risque accru d'anxiété et de dépression, traumatismes et violence. Leur scolarité s'en trouve alors affectée en raison de difficultés à se concentrer et à apprendre, à interagir avec les autres et à s'exprimer, ainsi que d'une éducation fortement perturbée ou interrompue et d'un risque élevé de décrochage scolaire. Ces situations suscitent des besoins éducatifs et psychosociaux spécifiques auxquels les enseignants doivent répondre.

Dans de telles circonstances, les enseignants, à condition d'être bien préparés, peuvent jouer un rôle de soutien et de protection capital auprès des enfants confrontés à des situations de crise. En leur apportant un sentiment de sécurité et de normalité, l'aide qu'ils fournissent à ces apprenants s'avère essentielle. Toutefois, pour répondre à ces besoins complexes, il est nécessaire de satisfaire en premier lieu les besoins des enseignants eux-mêmes. Ces derniers doivent être préparés pour

enseigner dans des conditions éprouvantes et inédites, telles que des salles de classes surchargées, des installations endommagées, ou de l'insécurité forte. Par ailleurs, les enseignants sont eux-mêmes aussi confrontés à ces situations de crise, et doivent donc également recevoir un soutien psychosocial, matériel et financier pour y faire face. Sans cette aide, il leur serait très difficile de soutenir à leur tour les élèves.

En mettant l'accent sur les enseignants dans les situations de crise, les présentes orientations stratégiques visent à aider les États membres de l'UNESCO à répondre à l'appel lancé dans la Déclaration d'Incheon et le Cadre d'action pour la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 4, à savoir faire en sorte que « les enseignants et les éducateurs aient les moyens d'agir, soient recrutés de manière adéquate, jouissent d'une formation et de qualifications professionnelles satisfaisantes, et soient motivés et soutenus au sein de systèmes gérés de manière efficace et efficiente, et dotés de ressources suffisantes » (UNESCO, 2012). Elles s'appuient sur les données probantes de plus en plus nombreuses recueillies sur le terrain et sur l'expérience de l'Institut international de planification de l'éducation (IIEP), de l'Équipe spéciale sur les enseignants, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et de leurs partenaires dans la planification tenant compte des risques de crise. Elles fournissent en outre des lignes directrices dans des dimensions clés de la gestion des enseignants.

Terminologie

Dans le cadre de la planification de l'éducation, la **crise** est un terme générique qui désigne des événements ou des circonstances faisant planer une menace sérieuse sur la sécurité et le bien-être d'une communauté ou groupes de personnes. Parmi ces événements ou circonstances figurent les conflits, les catastrophes naturelles et les déplacements forcés.

Les risques anthropiques renvoient à des conditions découlant de processus technologiques, de l'interaction humaine avec l'environnement, ou des relations entre les communautés et en leur sein. Parmi les exemples de risques anthropiques, on compte la guerre, les conflits, le déversement de substances dangereuses, et la contamination de l'environnement.

Les risques naturels sont principalement causés par des conditions ou processus géophysiques, météorologiques, hydrologiques, climatiques et biologiques.

Les catastrophes naturelles résultent d'événements causés par des aléas naturels qui submergent la capacité de réponse locale et nuisent gravement au développement social et économique d'une région. Les catastrophes naturelles sont traditionnellement perçues comme des sources de défis et de problèmes de nature essentiellement humanitaire.

Un conflit est une caractéristique d'un système qui inclut au moins deux acteurs poursuivant des intérêts ou des objectifs incompatibles. Conflit et **violence** sont deux termes utilisés indifféremment – bien qu'un conflit puisse être violent ou latent, on utilise le terme de conflit violent pour décrire des actes d'hostilité ouverte. Un conflit latent, souvent appelé violence structurelle, décrit des situations de tensions, pouvant ensuite dégénérer en violence (INEE, 2021).

Une **situation d'urgence complexe** est une crise humanitaire à multiples facettes dans un pays, une région ou une société dans lequel/laquelle un effondrement total ou considérable de l'autorité, résultant d'un conflit interne ou externe, nécessite une intervention internationale multisectorielle (INEE, 2021).

Le déplacement forcé désigne le départ involontaire de personnes de leur localité ou environnement, et de leurs activités professionnelles. Il s'agit d'une forme de changement social causé par de nombreux facteurs, le plus courant étant le conflit armé. Les catastrophes naturelles, la famine, le développement, et les changements économiques peuvent également entraîner des déplacements (UNESCO, 2017). Les réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays constituent deux catégories de populations déplacées.

La préparation aux catastrophes désigne les connaissances et les capacités développées par les gouvernements, les organisations professionnelles de réponse et de relèvement, les communautés et les individus pour anticiper, réagir et se relever efficacement des impacts des conditions ou des événements dangereux probables, imminents ou actuels (INEE, 2021).

L'intervention en cas de catastrophe fait référence à l'offre de services d'urgence et d'assistance publique pendant ou juste après une catastrophe, ceci dans le but de sauver des vies, de réduire les impacts sur la santé, de garantir la sécurité publique et de satisfaire les besoins essentiels en matière de subsistance des personnes touchées. Elle met principalement l'accent sur les besoins immédiats et à court terme et est parfois désignée sous le terme « secours en cas de catastrophe ». La limite entre cette phase d'intervention et la phase de relèvement est relativement floue. Certaines mesures d'intervention, telles que la fourniture de logements temporaires et d'eau, peuvent se prolonger bien au-delà de la phase de relèvement (INEE, 2021).

Le relèvement consiste en la restauration et l'amélioration des installations, des moyens de subsistance, des conditions de vie, ou du bien-être psychosocial des communautés touchées, y compris les efforts visant à réduire les facteurs de risque de catastrophe (INEE, 2021).

Qu'est-ce que la planification tenant compte des risques de crise ?

La planification de l'éducation tenant compte des risques de crise suppose de déterminer et d'analyser les risques découlant des conflits et des risques naturels, qui compromettent l'éducation. Il s'agit de comprendre :

1. comment ces risques affectent les systèmes éducatifs, et
2. comment les systèmes éducatifs peuvent réduire leur impact et leur occurrence.

L'objectif est de diminuer les effets négatifs des crises sur la prestation de services éducatifs, tout en encourageant l'élaboration de politiques et programmes éducatifs qui aideront à prévenir l'apparition de crises à l'avenir.

Un aspect important de la planification de l'éducation tenant compte des risques de crise consiste à lutter contre les inégalités et l'exclusion dans l'éducation, qui peuvent exacerber les risques de conflit si rien n'est fait pour les combattre. Il est également essentiel d'élaborer des stratégies afin de faire face aux crises de manière adéquate et de préserver l'éducation, même dans les circonstances les plus difficiles.

Pourquoi se préparer aux situations de crise ?

Les risques, les catastrophes, les conflits, les attaques contre les écoles et les enseignants, et les déplacements forcés peuvent avoir des conséquences dévastatrices et durables pour les communautés, en affaiblissant ou endommageant les systèmes d'aide qui fournissent généralement une protection et un soutien psychosocial aux enfants et aux jeunes (UNESCO, 2010). De nombreux enfants touchés par des situations d'urgence se retrouvent exposés à des risques considérables, y compris la perte de leur foyer, de leur famille et de leur communauté, l'insécurité économique, des blessures, des maladies, voire la mort. Les enfants et les jeunes déplacés de force peuvent être contraints de quitter leurs amis et leur famille, en demeurant dans la crainte d'être soumis à de nouveaux déplacements et d'être séparés de leurs parents. Dans certaines situations de conflit, les forces armées peuvent recruter des enfants afin qu'ils prennent directement part aux combats en tant qu'enfants soldats. Cette exposition peut s'avérer traumatique et provoquer des blessures psychosociales durables. Parmi les effets courants d'une telle exposition, en particulier à la violence ou à la violence répétée, figurent les troubles psychosociaux, les agressions, l'incapacité à exprimer des émotions, et l'arrêt de tout contact social (Sinclair, 2002).

La perturbation des activités éducatives est un autre effet dévastateur des conflits et des catastrophes pour les enfants et les jeunes. Les fermetures d'écoles prolongées, les déplacements, les difficultés économiques et la perte de logement sont autant de facteurs entraînant des taux d'abandon scolaire élevés, ce qui a des incidences profondes sur le développement du capital social et les moyens de subsistance à long terme.

Les crises peuvent également avoir des effets destructeurs sur les systèmes éducatifs dans leur ensemble :

- **Accès** : les bâtiments scolaires peuvent avoir été endommagés ou détruits, les routes peuvent être impraticables, et l'insécurité peut empêcher les enfants d'aller à l'école.
- **Efficacité interne** : les crises et les situations d'urgence entravent profondément la continuité de l'éducation. Les déplacements, la destruction des établissements scolaires, et les menaces envers le personnel éducatif peuvent conduire à une forte hausse des abandons, aussi bien des apprenants que des éducateurs. Les taux de redoublement sont également plus susceptibles d'augmenter.
- **Qualité** : les ratios élèves/enseignant peuvent considérablement augmenter en raison des déplacements ; les salles de classe peuvent être surchargées ; les ressources pédagogiques peuvent avoir été détruites ; la présence d'enseignants qualifiés peut faire défaut ; et l'environnement d'apprentissage peut ne pas être sûr.
- **Équité** : certains groupes peuvent être plus lourdement touchés par un conflit ou un risque naturel en raison de leur genre, de leur appartenance ethnique, de leur religion, de leurs croyances, et de leur lieu de résidence. Ces différences peuvent également s'expliquer par le fait qu'ils étaient déjà vulnérables et marginalisés avant la situation d'urgence, ou encore parce qu'ils sont déplacés de force et exclus de la planification de l'éducation de leur pays ou région d'accueil. Les crises ont tendance à creuser les fossés déjà présents au sein de la population et à aggraver les inégalités en matière d'accès à l'éducation.
- **Gouvernance** : les crises peuvent avoir de lourdes répercussions sur la gestion du système, en affectant les processus de collecte de données et leur disponibilité, ainsi que les ressources humaines (des responsables ministériels à l'échelle nationale aux inspecteurs des écoles et personnel scolaire) qui font fonctionner le système au quotidien. Par ailleurs, les systèmes de données ne sont pas nécessairement conçus pour recueillir des données auprès de certains élèves (par exemple, les élèves déplacés).

La planification tenant compte des risques de crise repose sur l'idée selon laquelle il est essentiel de réduire au maximum ces effets négatifs, car l'éducation joue un rôle potentiellement décisif tant dans la prévention des crises que dans la réponse à ces dernières. L'éducation peut s'avérer essentielle pour prévenir les catastrophes et les conflits futurs, et construire des sociétés pacifiques et résilientes, en diffusant des messages vitaux sur les risques environnementaux et sanitaires et en encourageant la cohésion sociale par la promotion de la citoyenneté, du respect des autres et de la tolérance. En outre, les écoles peuvent fournir un espace sûr aux enfants pendant une situation d'urgence, le rythme scolaire apportant un sentiment de normalité et favorisant un parcours d'apprentissage réussi.

Comment les crises affectent-elles la gestion des enseignants et les enseignants eux-mêmes ?

Les éducateurs et autres membres du personnel éducatif sont les acteurs de première ligne, qui sont essentiels pour garantir la continuité de l'éducation, sa qualité et son équité. Les gouvernements et autres partenaires sont garants non seulement du bien-être des apprenants, mais également de celui des enseignants et des autres membres du personnel affectés par la crise. Les situations d'urgence peuvent lourdement toucher les enseignants des façons suivantes :

- **Les pénuries d'enseignants, l'absentéisme et la rotation du personnel** : le personnel enseignant peut diminuer parce que les enseignants se sont enfuis pour des raisons de sécurité ou ont été tués, blessés, ou déplacés ; parce que la rétention des enseignants dans des environnements peu sûrs peut devenir une question urgente ; ou en raison de routes entravées rendant difficile leur accès à l'école, de l'absence de logement à proximité, de problèmes de sécurité au sein de l'école ou entre leur domicile et l'école, d'une interruption du versement de leur salaire, de maladies et de traumatismes, voire de leur recrutement au sein de l'armée. Tous ces facteurs conduisent à un fort absentéisme et à une rotation importante du personnel.
- **La sécurité financière et le bien-être des enseignants** : en période de crise, les enseignants peuvent faire face à une insécurité financière due à l'effondrement des systèmes de paiement nationaux et à la chute des budgets du secteur de l'éducation. Les enseignants peuvent ne pas être en mesure de se déplacer en toute sécurité pour aller chercher leur salaire (Brookings & CfBT Education Trust, 2012). En cas de déplacements, il peut devenir difficile pour le gouvernement de rémunérer des enseignants en dehors de leur district. Les pays accueillant des réfugiés peuvent ne pas disposer de suffisamment de ressources pour dédommager les enseignants nouvellement engagés. Cette perte de revenus place les enseignants dans une situation de détresse économique. Par ailleurs, les enseignants ne sont pas épargnés par la pression, la peur et l'anxiété causées par les crises. Tout comme les apprenants touchés, ils ont besoin d'un soutien psychosocial. Lorsque les besoins financiers, socio-émotionnels et physiques des enseignants ne sont pas satisfaits, leur capacité à répondre aux besoins éducatifs et non éducatifs des apprenants peut s'en trouver compromise.
- **Qualité de l'enseignement** : les enseignants peuvent se retrouver soudainement confrontés à des salles de classe surchargées par des apprenants présentant une forte hétérogénéité sur le plan de la langue, de la culture, de l'origine, du niveau de scolarité, de l'apprentissage et des besoins psychosociaux. Il arrive qu'ils doivent composer avec des installations endommagées, un manque de matériel pédagogique, un environnement peu sécurisé, etc. Il leur faut donc adapter rapidement leurs pratiques enseignantes à ces difficultés émergentes. Les ministères peuvent également éprouver des difficultés à attirer des enseignants qualifiés, ce qui peut parfois les pousser à dépendre fortement de bénévoles disposant de qualifications limitées, voire inexistantes. En outre, l'accès des enseignants à des formations professionnelles initiales et continues peut être perturbé pendant les crises.

La prise en compte des risques de crise dans l'élaboration des politiques enseignantes nationales consiste à s'efforcer d'anticiper et de résoudre les difficultés ayant trait au recrutement, au déploiement et à la rétention du personnel, à garantir la sécurité de l'emploi et des conditions de travail sûres, tout en accordant la priorité au bien-être des enseignants, et à définir des mesures clés que les enseignants peuvent prendre pour faire des écoles des lieux d'apprentissage, de paix et de sécurité, en fournissant le soutien nécessaire à cette fin. Pour ce faire, il convient d'intégrer aux dimensions de la gestion des enseignants des éléments clés nécessaires à la prévention, à l'atténuation et au relèvement de situations de conflit et de catastrophe.

Orientations relatives aux domaines stratégiques clés de la gestion des enseignants

Des études menées sur les enseignants ont permis d'établir un ensemble de facteurs qui influent directement sur leur motivation, leur bien-être et la qualité de leur enseignement. Ces facteurs ont trait, entre autres, à la qualité de la formation initiale et continue, aux qualifications, à la taille des classes, aux conditions d'emploi et de travail, et à la participation aux décisions qui les concernent.

Ces conclusions, mais aussi des orientations stratégiques (notamment le *Guide pour l'élaboration d'une politique enseignante* élaboré par l'Équipe spéciale sur les enseignants ou la note de a NTI sur la politique enseignante tenant compte des risques de crise), et plusieurs études de cas (en particulier celles conduites conjointement par l'IIEP-UNESCO et Education Development Trust sur la gestion des enseignants travaillant auprès des réfugiés en Éthiopie, au Kenya et en Jordanie), ont permis de définir quatre domaines stratégiques clés pour l'élaboration d'une politique enseignante tenant compte des risques de crise :

1. **Recrutement, déploiement et rétention des enseignants**
2. **Formation initiale et continue des enseignants**
3. **Conditions d'emploi et de travail, et bien-être**
4. **Mécanismes de consultation et de partage d'informations**

Pour chacun de ces quatre domaines, le présent document identifie les dimensions correspondantes du *Guide pour l'élaboration d'une politique enseignante* reflétées dans chaque section¹. Il met aussi en évidence les principaux défis susceptibles de survenir en raison des crises, propose un ensemble d'objectifs principaux à atteindre, que ce soit pour prévenir les crises ou y répondre, et fournit une liste de propositions de stratégies dont les acteurs à tous les niveaux (national, local et de l'école) peuvent tenir compte pour se préparer et répondre aux crises. Chaque section comprend un encadré, qui décrit un exemple concret de politique et pratiques prometteuses liées à la gestion des enseignants, et souligne les implications de cet exemple pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques enseignantes tenant compte des risques de crise.

DOMAINE STRATÉGIQUE CLÉ 1 : Recrutement, déploiement et rétention des enseignants

Dimensions du *Guide pour l'élaboration d'une politique enseignante* exposées dans la présente section :



Principaux défis

Lorsqu'une crise survient, les enseignants expérimentés ou qualifiés peuvent être rares, et ce, pour différentes raisons : ce sont des victimes directes de la catastrophe ; ils ont été forcés à fuir ; les processus de recrutement et de déploiement se sont effondrés ou n'incluent aucune procédure spécifique ou liée aux situations d'urgence afin de faire face aux crises. Dans les pays accueillant des populations déplacées de force, l'afflux massif d'enfants en âge d'aller à l'école suscite un besoin urgent de disposer d'enseignants qualifiés. Ainsi, les situations d'urgence conduisent souvent au recrutement rapide d'enseignants possédant des qualifications et une formation limitées, dans le

¹ Les neuf dimensions du *Guide pour l'élaboration d'une politique enseignante* sont les suivantes : 1) recrutement et rétention des enseignants ; 2) formation (initiale et continue) des enseignants ; 3) déploiement ; 4) structure de carrière et parcours professionnel ; 5) conditions d'emploi et de travail des enseignants ; 6) gratification et rémunération des enseignants ; 7) normes d'exercice de la profession enseignante ; 8) responsabilité pédagogique ; et 9) gouvernance scolaire.

cadre de contrats précaires. Dans d'autres lieux cependant, la rétention des enseignants peut devenir un grave problème. Certains sites peuvent être plus touchés que d'autres, ce qui exige de repenser les mécanismes de déploiement. Enfin, la crise peut exacerber les inégalités entre les genres en matière de recrutement dans les régions touchées par un conflit en raison de la hausse de la violence à l'égard des femmes (Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO, 2015).

Objectifs principaux

Par conséquent, les politiques d'atténuation et d'adaptation doivent mettre l'accent sur la rétention du personnel enseignant en place, dans la mesure du possible, tout en recrutant de nouveaux enseignants afin de répondre de manière équitable aux besoins créés par les situations d'urgence. Une stratégie de déploiement des enseignants qui garantit l'équité entre les lieux est également essentielle pour prévenir les crises. Les interventions visant à y faire face exigent, quant à elles, une planification d'urgence et des procédures spécifiques en la matière. Enfin, il est nécessaire de disposer de données à jour sur les enseignants pour atteindre ces objectifs.

Proposition de stratégies envisageables

- ❑ Conduire, coordonner ou organiser des enquêtes sur la disponibilité des enseignants et leurs besoins au sein des populations à risque ou touchées par des situations d'urgence.  
- ❑ Dans la mesure du possible, les États doivent maintenir l'accès sécurisé des enseignants et des apprenants à l'éducation pendant un conflit armé, notamment en travaillant avec les communautés scolaires et toutes les autres parties prenantes concernées à l'élaboration de stratégies visant à réduire le risque d'attaques, ainsi que de plans de sécurité et de sûreté complets en cas d'attaques (GCPEA, 2020). 
- ❑ Élaborer des critères/processus d'admission alignés sur les exigences minimales existantes afin de recruter et de déployer rapidement un nombre suffisant d'enseignants qualifiés, dans le respect de l'équilibre entre les genres. Dans les camps de réfugiés, s'assurer que les exigences minimales sont harmonisées entre les populations d'accueil et les réfugiés. 
- ❑ Mettre au point d'autres voies d'accès à la profession enseignante, en particulier dans les régions abritant des réfugiés, notamment l'accès à des diplômes reconnus, à une qualification/certification en cours d'emploi pour les enseignants non qualifiés ou les assistants, ou des programmes de rattrapage et de perfectionnement accrédités à l'échelle nationale. 
- ❑ Décider du statut contractuel sous lequel les nouveaux enseignants doivent être recrutés et le communiquer. 
- ❑ Garantir la reconnaissance des certifications en enseignement, de l'expérience antérieure de l'enseignement et des accréditations des formations enseignantes des enseignants dans le cadre de déplacements forcés. 
- ❑ Communiquer sur le besoin d'éducateurs aussi largement que possible. Idéalement, la communauté dans son ensemble doit être au courant du besoin de personnel enseignant et éducatif en période de crise. 
- ❑ Dans les régions abritant des réfugiés, où la langue peut constituer un obstacle à l'éducation, permettre aux éducateurs non qualifiés d'endosser le rôle d'assistants linguistiques afin d'aider les enseignants de classes multilingues, en garantissant ainsi un appui continu à l'éducation en langue maternelle pour les apprenants, tout en permettant aux éducateurs d'acquérir l'expérience, la formation et les qualifications nécessaires pour devenir des enseignants agréés. Fournir des passerelles à ces enseignants afin qu'ils accèdent à des diplômes/certifications reconnus dans le pays d'accueil. 

Encadré 1 : Exactitude et utilisation des données sur les enseignants réfugiés en Éthiopie

Description des crises et des risques : l'Éthiopie accueille des réfugiés des quatre coins de la région depuis longtemps, en raison notamment d'une politique d'ouverture. Cette ouverture a conduit à un fort afflux de réfugiés : alors qu'ils étaient moins de 100 000 en 2008, ce nombre a atteint plus de 700 000 en 2021 (HCR, 2021b). Par ailleurs, les troubles ethniques endémiques internes touchant certaines régions de l'Éthiopie, couplés aux sécheresses et aux inondations, ont entraîné d'importants déplacements de populations, qui ont atteint un niveau record avec plus de 3 millions de personnes déplacées dans leur propre pays en mars 2019 (OIM, 2020).

Une politique prometteuse : conformément au Cadre d'action global pour les réfugiés², l'Éthiopie a fait des efforts pour améliorer la documentation sur les réfugiés. Le système mis en œuvre permet à ces derniers de recevoir une preuve de leur enregistrement et une carte d'identification, et de renseigner les formations qu'ils ont suivies ainsi que leurs compétences sur un portail humanitaire en ligne. En outre, au sein du secteur de l'éducation, l'annuaire des statistiques du ministère de l'Éducation inclut des données sur l'éducation des réfugiés, telles que le nombre/pourcentage d'enseignants réfugiés. En effet, le ministère de l'Éducation a estimé qu'environ 6 000 enseignants étaient nécessaires pour que tous les enfants réfugiés puissent fréquenter l'école primaire. Ce système de documentation a eu un impact considérable sur la quantité de données disponibles et sur leur exactitude et, par conséquent, sur la planification de l'éducation et la gestion des enseignants.

Implication pour une politique enseignante tenant compte des risques de crise : disposer d'informations de qualité est la clé de voûte d'une planification de l'éducation sur mesure. La politique enseignante doit répondre aux besoins recensés au moyen d'une collecte et d'une analyse de données rigoureuses.

DOMAINE STRATÉGIQUE CLÉ 2 : Formation initiale et continue des enseignants

Dimensions du *Guide pour l'élaboration d'une politique enseignante* exposées dans la présente section :



Principaux défis

Dans une situation d'urgence, les enseignants pourront avoir besoin de suivre une formation sur des sujets non traditionnels, tels que les questions liées à l'hygiène et à la santé, le soutien psychosocial, l'éducation à la paix, la résolution de conflits, l'éducation inclusive et la protection de l'enfance. De même, les enseignants ont besoin d'une formation à l'apprentissage socio-émotionnel pour déceler les signes de leur propre stress, y répondre et veiller à leur bien-être. Ils doivent également être

² Adopté par les 193 États membres des Nations Unies en septembre 2016 dans le cadre de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, le Cadre d'action global pour les réfugiés contient des engagements forts et historiques qui réaffirment la volonté des États membres de respecter les droits fondamentaux des réfugiés et des migrants, et de soutenir les pays qui les accueillent (HCR, 2016).

formés à des méthodes non traditionnelles, telles que la pédagogie centrée sur l'enfant, les techniques participatives dans la salle de classe, l'enseignement dans des contextes multilingues, l'enseignement à des groupes de différents niveaux, ou l'enseignement à distance. Enfin, une formation sur des programmes éducatifs non traditionnels, comme les programmes de rattrapage ou d'éducation accélérée, peut être souhaitée, tout comme une formation pour les enseignants non qualifiés. Il peut s'avérer difficile de dispenser ces formations pendant une crise, les établissements de formation officiels ayant pu interrompre leurs activités ou ne disposant pas nécessairement des capacités nécessaires pour former un grand nombre d'enseignants. Dans les situations d'urgence complexes, la coordination entre les prestataires de formation à l'enseignement, les organisations gouvernementales et non gouvernementales, et les organisations internationales peut être difficile. Enfin, les crises menacent la formation initiale des enseignants, les instituts pouvant ne pas être en mesure d'assurer leurs fonctions. La menace peut persister et avoir des effets négatifs sur l'avenir de la profession enseignante même après que la crise s'est atténuée, en raison de la pénurie d'enseignants qualifiés qui en résultera.

Objectifs principaux

Pour prévenir les crises, les enseignants ont besoin d'être formés à des programmes scolaires promouvant la paix, la citoyenneté, l'inclusion, la durabilité environnementale et à des techniques pédagogiques qui font des salles de classe des lieux sûrs où chacun peut apprendre en paix. Il convient par ailleurs d'intégrer l'enseignement en situation d'urgence à la formation initiale dans les zones à risque. Lorsqu'une situation d'urgence survient, les besoins spécifiques en matière de formation doivent être revus à la hausse afin d'adapter l'intervention et de former les enseignants en conséquence, en mettant l'accent sur le bien-être des apprenants, mais aussi des éducateurs. En cas de fermetures d'écoles, les enseignants doivent être préparés à dispenser des cours à distance afin d'assurer la continuité de l'éducation. Enfin, il sera sans doute nécessaire de renforcer les capacités de formation des enseignants afin de garantir que les prestataires de formation (en particulier les fournisseurs de formation initiale) puissent continuer à exercer leurs fonctions.

Proposition de stratégies envisageables

- ② Coordonner ou organiser une évaluation des besoins afin de comprendre et de traiter de façon appropriée les besoins des enseignants dans les régions à risque ou touchées par une situation d'urgence, et déterminer les besoins en matière de capacités de formation.  
- ② Concevoir ou co-concevoir avec les prestataires de formation à l'enseignement un programme intégré de formation des enseignants qui introduise des thèmes liés aux risques/situations d'urgence (santé et hygiène, sécurité, résolution des conflits, éducation à l'environnement) et permette d'enrichir les programmes scolaires.  
- ② Former/préparer les enseignants à déterminer et à éliminer les obstacles qui maintiennent les enfants vulnérables en dehors de l'école (NTI et UNESCO, 2020).  
- ② Intégrer le soutien psychosocial et l'apprentissage socio-émotionnel à la formation initiale et continue des enseignants.  
- ② En consultation avec d'autres prestataires d'éducation, élaborer un cadre de façon à ce que la formation continue des enseignants dispensée lors des situations d'urgence puisse conduire progressivement à l'obtention d'un statut professionnel reconnu. 
- ② Concevoir ou co-concevoir avec d'autres prestataires d'éducation un programme d'études intégré sur la pédagogie et les méthodes d'enseignement, incluant la discipline positive et la gestion des classes, les approches participatives, l'éducation inclusive, et accordant une attention particulière au genre, aux apprenants ayant des besoins spécifiques, au travail auprès des enfants déplacés, et aux contextes multilingues. Pendant les fermetures d'écoles, s'assurer que les enseignants reçoivent une formation/préparation en vue de déployer un ensemble d'approches pédagogiques visant à garantir l'accessibilité de l'instruction pour tous les enfants, quel que soit le moyen utilisé à cette fin (NTI et UNESCO, 2020).  

- ② En cas de fermetures d'écoles, fournir aux enseignants un soutien pour mobiliser les parents dans l'apprentissage à la maison et répondre au développement socio-émotionnel des enfants (par exemple, appuyer la résilience des enfants, les mécanismes d'adaptation, et traiter l'isolement social) lors d'une situation d'urgence/crise et au cours de la phase de relèvement (NTI et UNESCO, 2020). ⚠
- ② Concevoir ou co-concevoir avec les prestataires de formation à l'enseignement un programme intégré d'initiation afin de doter les bénévoles et les enseignants novices d'un ensemble minimal de compétences en pédagogie et en gestion de classe ainsi que des compétences adaptées au contexte d'urgence. ⚠
- ② Travailler en collaboration avec les prestataires de formation à l'enseignement pour faciliter la formation des nouveaux enseignants et des bénévoles. Envisager le recours à l'apprentissage ouvert et à distance pour former les enseignants. ⚠
- ② Collaborer avec les partenaires financiers pour octroyer les fonds nécessaires à la restauration des établissements de formation si ces derniers ont été endommagés au cours de la crise, de façon à assurer la continuité de l'éducation des enseignants. ⚠
- ② Mettre en place des activités de mentorat par les pairs dans les régions touchées par une crise, en particulier pour les enseignants novices, et donner à l'ensemble des enseignants la possibilité de prendre part à des réseaux professionnels. ♻ ⚠

Encadré 2 : Un cursus prometteur pour les enseignants réfugiés au Tchad

Description des crises et des risques : Situé dans la région du Sahel en Afrique, le Tchad connaît à la fois des déplacements internes et un afflux régulier de réfugiés. Il accueille actuellement plus de 400.000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et 520.000 réfugiés. Les réfugiés sont principalement originaires de la République centrafricaine et du Soudan (HCR, 2021c), où ils ont fui les conflits violents. Au cours de l'année scolaire 2020-2021, 100 856 enfants réfugiés étaient inscrits à l'école. Malgré des avancées notables, 53 % de la population réfugiée en âge d'aller à l'école (de 6 à 18 ans) n'était pas encore inscrite cette année-là (HCR, 2020).

Une politique prometteuse : le Tchad présente l'un des exemples les plus prometteurs de cursus pour les enseignants dans les camps de réfugiés. Compte tenu de la nature prolongée des crises, le gouvernement est, avec le soutien d'acteurs internationaux, passé d'une approche humanitaire à une stratégie axée sur le développement. Cette stratégie consistait en partie à mettre en œuvre le programme d'études tchadien dans les écoles de réfugiés (au lieu du programme d'études soudanais). Un plus grand nombre d'enseignants tchadiens étaient ainsi employés dans les écoles de réfugiés. Par ailleurs, les enseignants réfugiés du Soudan et de la République centrafricaine ont été autorisés à suivre une formation de deux ans au sein des instituts de formation des enseignants tchadiens pendant l'été, à l'issue de laquelle une certification leur a été délivrée. Au total, 635 enseignants réfugiés ont été formés entre 2014 et 2018 et ont obtenu le même diplôme que les enseignants nationaux (HCR, 2020). En outre, le gouvernement soudanais, le gouvernement tchadien, le HCR, l'UNESCO et l'UNICEF ont signé un accord conjoint visant à garantir que la certification et l'équivalence des formations seront reconnues lorsque les enseignants soudanais retourneront dans leur pays (Mendenhall, Gomez, Varny, 2018).

Implication pour une politique enseignante tenant compte des risques de crise : conformément au Cadre d'action global pour les réfugiés, la stratégie

consiste en partie à intégrer les réfugiés dans les écoles nationales. Pour ce faire, il est nécessaire que les enseignants possèdent les qualifications appropriées pour enseigner les programmes nationaux. La coordination entre les gouvernements des pays d'accueil et d'origine, les prestataires de formation à l'enseignement et les organisations internationales permet de satisfaire ce besoin de formation et de qualifications officiellement reconnues pour les enseignants réfugiés, et ainsi créer une situation souhaitable.

DOMAINE STRATÉGIQUE CLÉ 3 : Conditions d'emploi et de travail, et bien-être

Dimensions du Guide pour l'élaboration d'une politique enseignante exposées dans la présente section :



Principaux défis

En temps de crise, les enseignants peuvent être contraints de déménager et faire face à un isolement imprévu et accru. Le soutien qu'ils reçoivent de la part des chefs d'établissement et des superviseurs peut être moindre qu'en temps normal. Les conditions de travail peuvent être de plus en plus difficiles en raison de classes surchargées, de bâtiments endommagés, de ressources limitées et d'insécurité. Les enseignants peuvent également faire face à des retards dans le versement de leur salaire du fait de l'effondrement des systèmes gouvernementaux. Tous ces facteurs sont susceptibles d'influer négativement sur le bien-être physique et émotionnel des enseignants.

Objectifs principaux

Une politique tenant compte des risques de crise se doit de fournir aux enseignants le soutien psychosocial et les conditions de travail sûres dont ils ont besoin pour préserver leur motivation et la qualité de leur enseignement. Le bien-être des enseignants doit être évalué pour ce qu'il est et non pas uniquement comme un moyen de garantir le bien-être des élèves. Il convient par ailleurs de définir les besoins spécifiques des enseignants dans les situations d'urgence (INEE, 2021b). Les enseignants doivent être payés de façon équitable et en temps voulu, et recevoir une rémunération suffisante pour couvrir les conditions qui prévalent. Il convient en outre d'élaborer des orientations destinées aux chefs d'établissement et aux superviseurs pour soutenir le personnel enseignant au cours d'une situation d'urgence.

Proposition de stratégies envisageables

- ② Conduire, coordonner ou organiser une enquête sur la rémunération des enseignants et leurs conditions de travail au sein des populations à risque ou touchées par des situations d'urgence. ♻️ ⚠️
- ② Conduire, coordonner ou organiser une enquête sur le suivi des enseignants et le soutien qu'ils reçoivent à l'école, au sein des populations à risque ou touchées par des situations d'urgence, et élaborer des orientations stratégiques fondées sur les bonnes pratiques des prestataires d'éducation. ♻️ ⚠️
- ② Garantir une affectation équitable des fonds consacrés à l'éducation pour permettre aux enseignants d'assurer la continuité de l'apprentissage, sous différentes formes, pour tous les apprenants, en particulier les plus vulnérables et marginalisés (NTI et UNESCO, 2020). ♻️ ⚠️
- Veiller à ce que les enseignants nouvellement recrutés, notamment les enseignants réfugiés et les assistants dans les régions abritant des réfugiés, soient pris en compte dans les efforts déployés par les gouvernements pour élaborer un cadre clair visant à assurer des salaires, des

- avantages et des conditions de travail justes, qui soient compétitifs par rapport à ceux d'autres professions. Envisager des formes de soutien non monétaire. ⚠️
- ❑ Préparer un budget pour les salaires des enseignants du public afin de garantir que les enseignants reçoivent leur salaire à temps. ⚠️
 - ❑ Fournir des supports et des espaces d'enseignement et d'apprentissage adéquats (INEE, 2021). En cas de fermetures d'écoles, donner aux enseignants un accès à des outils numériques libres et open source pour soutenir l'apprentissage à distance à grande échelle, y compris au moyen d'applications de visioconférence, de plateformes d'apprentissage en ligne, de contenu sur Internet, de technologies facilitant l'apprentissage, de programmes pédagogiques à la télévision et à la radio, et d'autres applications de messagerie ainsi que des supports papier destinés à être utilisés à la maison³. ♻️ ⚠️
 - ❑ Fournir aux enseignants un soutien psychosocial pratique et approprié pour les aider à faire face aux nouveaux défis et à surmonter leurs traumatismes et leur détresse. ♻️ ⚠️
 - ❑ Établir un code de conduite à l'intention des enseignants visant à toujours faire des lieux de travail des endroits aussi sûrs, sains et inclusifs que possible, exempts de toute forme de harcèlement, notamment sexuel, et de toute exploitation des apprenants (travail ou faveurs sexuelles), intimidation, maltraitance, violence, et discrimination. ♻️ ⚠️
 - ❑ Promouvoir des approches scolaires globales et tirer parti des rôles joués par les chefs d'établissement et les acteurs communautaires pour encourager une culture propice au bien-être, à la formation professionnelle, à la collaboration et au soutien entre pairs (INEE, 2021b). ♻️ ⚠️
 - ❑ Préparer les chefs d'établissement et les superviseurs à assumer des responsabilités supplémentaires dans les situations de crise et établir des réseaux de soutien et des communautés de pratique. Envisager de leur fournir une rémunération adéquate. ⚠️
 - ❑ Examiner les critères d'évaluation et les attentes des enseignants pour évaluer la qualité de l'enseignement et les résultats obtenus en temps de crise. Assurer des mécanismes de supervision transparents et redevables (INEE, 2021). ⚠️

Encadré 3 : Des initiatives prometteuses conduites par des écoles publiques en Jordanie en vue d'améliorer les conditions de travail

Description de la crise et des risques : la Jordanie, un pays stable limitrophe de la Syrie, a accueilli plus de 200 000 enfants réfugiés en âge d'aller à l'école depuis le début de la crise qui frappe la Syrie. Les conflits incessants, les troubles politiques, les sécheresses et les famines touchant la région provoquent un afflux continu de réfugiés. Le ministère de l'Éducation de la Jordanie a répondu à cette pression démographique en mettant en œuvre un système de classes alternées.

Des pratiques prometteuses : l'un des points les plus frappants d'une étude conduite en Jordanie sur la gestion des enseignants dans les camps de réfugiés en 2019-2020 concerne des initiatives locales menées par des chefs d'établissement et des enseignants, qui ont permis d'améliorer les conditions de travail et la cohésion sociale parmi les éducateurs et les apprenants. Par exemple, un chef d'établissement utilisait régulièrement une stratégie de combinaison des ressources entre les classes du matin et de l'après-midi en demandant aux bailleurs de fonds et aux bureaux régionaux du ministère de l'Éducation de mettre les ressources, les formations, les événements, etc., à disposition des classes du matin et de l'après-midi et en les encourageant à s'en tenir à cette approche. Dans une autre école, les efforts menés par le chef d'établissement pour susciter un sentiment de

³ Une liste de supports d'apprentissage à distance est disponible sur le [site du Réseau interagences pour l'éducation en situations d'urgence \(INEE\)](#).

communauté et appliquer une politique de tolérance zéro parmi les apprenants jordaniens et syriens se sont avérés efficaces pour réduire le harcèlement et la maltraitance.

Implication pour une politique enseignante tenant compte des risques de crise : une politique enseignante tenant compte des risques de crise doit assurer le suivi des initiatives prometteuses conduites par les écoles et les encourager, tout en veillant à ce qu'elles soient largement adoptées.

DOMAINE STRATÉGIQUE CLÉ 4 : Mécanismes de consultation et de partage d'informations

Dimensions du Guide pour l'élaboration d'une politique enseignante exposées dans la présente section :



Défis principaux

Dans les situations d'urgence, les lacunes en matière de coordination et d'information peuvent être aggravées, exacerbant alors la situation de confusion et de détresse dans laquelle se trouvent les enseignants. Les crises perturbent les voies de communication verticales (du ministère vers les écoles et inversement) et horizontales (entre les communautés scolaires). Les personnes les plus affectées par les catastrophes et les conflits ne sont généralement pas incluses dans les processus décisionnels, ce qui accentue la méfiance des enseignants à l'égard des institutions éducatives.

Objectifs principaux

Les politiques tenant compte des risques de crise se doivent d'impliquer les enseignants et leurs représentants dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de prévention et d'intervention appropriées. Les stratégies, politiques et procédures d'intervention peuvent comprendre, par exemple, les fermetures d'écoles, l'apprentissage à distance, les réouvertures d'écoles, et des mesures de retour à l'école. Les décideurs doivent tirer parti de la résilience et du pouvoir d'agir des enseignants (Mendenhall, Gomez, Varny, 2018) et adopter les initiatives prometteuses. Le principe de participation est fondamental dans les crises pour veiller à ce que les voix des populations à risque soient entendues. À cette fin, il est essentiel de garantir un partage d'informations efficace de façon verticale et horizontale.

Proposition de stratégies envisageables

- ② Consulter et mobiliser les enseignants et leurs représentants, en particulier ceux issus des populations à risque/touchées par une situation d'urgence ou exerçant auprès de ces dernières, en vue de travailler à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques tenant compte des risques de crise. ♻️ ⚡
- ② Consulter les enseignants et d'autres professionnels de l'éducation sur leurs motivations, leurs intérêts, leurs besoins et leurs priorités en ce qui concerne le renforcement de leurs capacités afin de déterminer les besoins et possibilités de perfectionnement professionnel initial et continu (INEE, 2021). ♻️ ⚡
- ② Consulter les enseignants et leurs représentants et les faire participer aux campagnes de communication et aux efforts de mobilisation sociale pour s'assurer que les enfants les plus vulnérables susceptibles d'abandonner l'école soient encouragés à s'inscrire ou à se réinscrire à l'école avant et pendant les crises. ♻️ ⚡

- ❑ Établir des voies de communication efficaces ou s'appuyer sur celles existantes pour faciliter le partage d'informations en temps réel entre tous les niveaux et les parties prenantes, pour garantir que les enseignants reçoivent des renseignements à jour et immédiats sur leurs élèves dans les situations d'urgence/de crise. ♻️ ⚠️
- ❑ Faire en sorte que les enseignants aient accès à une connexion Internet et téléphonique fiable et à des moyens de communication électroniques (par exemple, messageries électronique, SMS, vocale, ou applications de messagerie) (NTI et UNESCO, 2020). ♻️ ⚠️
- ❑ Établir des centres de ressources destinés aux enseignants, des réseaux de soutien entre pairs et des communautés de pratique pour encourager le partage d'informations et de bonnes pratiques. ♻️ ⚠️

Encadré 4 : Des réseaux de soutien entre pairs grâce à la technologie mobile dans les camps de réfugiés au Kenya

Description des crises et des risques : le Kenya, pays limitrophe de la Somalie et du Soudan du Sud, abrite une importante population de réfugiés et de demandeurs d'asile depuis des dizaines d'années. En 2021, il accueillait plus de 500 000 réfugiés, parmi lesquels 277 000 réfugiés originaires de la Somalie et 131 000 du Soudan du Sud (HCR, 2021).

Des pratiques prometteuses : d'après une étude menée dans le camp de réfugiés de Kakuma, l'un des deux plus grands camps du Kenya, les groupes de discussion par téléphone créent des espaces propices au soutien entre pairs parmi les enseignants réfugiés. Au sein du camp, ces derniers participent à des formations spécifiques intégrant une combinaison de méthodes. Ainsi, les participants ont utilisé différents outils au cours de leur apprentissage, notamment les messageries instantanées et les groupes de discussion en ligne. L'étude a démontré que les messages instantanés, tels que ceux échangés par le biais des groupes WhatsApp, ont renforcé les possibilités de collaboration entre les enseignants. Ces espaces s'avèrent bénéfiques dans des contextes marqués par une restriction des mouvements entre les camps et en leur sein pour des raisons de sécurité. Les groupes de discussion en ligne ont été utilisés à de nombreuses fins : résoudre des difficultés administratives, discuter de la mise en œuvre pratique du contenu des formations, résoudre des problèmes pédagogiques et apporter un soutien socio-émotionnel. Les auteurs de l'étude ont en outre souligné l'utilité de la messagerie instantanée pour l'appui d'initiatives en faveur de l'équité entre les genres dans les camps, en permettant de dialoguer avec les communautés. Dans des contextes où il est difficile de rencontrer des enseignants formés à la pédagogie tenant compte des questions de genre, une telle possibilité est en effet précieuse (Dayha, Dryden-Peterson, Douhaibi, Arvisais, 2019).

Implications pour une politique enseignante tenant compte des risques de crise : en temps de crise, les décideurs doivent envisager de tirer parti du taux élevé d'utilisation des téléphones portables et des technologies liées à Internet (groupes de discussion, enquêtes, conférences, etc.) comme un moyen rentable et rapide de faciliter la communication. Ces canaux peuvent être de précieux outils venant compléter les interactions en personne, en particulier dans des environnements peu sécurisés, et favoriser les échanges entre pairs. Des moyens similaires pourraient être utilisés pour partager des informations et consulter les enseignants rapidement.

Ressources utiles en langue française

<i>Soutenir les enseignants dans les efforts de retour à l'école. Orientation à l'intention des décideurs</i>	
Source, date:	Équipe Spéciale Internationale sur les Enseignants pour Éducation 2030, UNESCO & Organisation Internationale du Travail (ILO), 2020
Résumé:	Les autorités éducatives seront confrontées à des choix difficiles lors de la réouverture des écoles pendant et après la pandémie de COVID-19. Pour cette raison, l'Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour Éducation 2030 a publié, en collaboration avec l'UNESCO et l'Organisation internationale du Travail (OIT), des orientations pour aider les décideurs à concevoir des politiques de retour à l'école et à élaborer des procédures de réouverture des écoles. Ces orientations présentent une série de recommandations, tout en reconnaissant la nécessité pour les pays d'identifier leurs propres priorités compte tenu du contexte national et de prendre des décisions éclairées par le dialogue avec toutes les parties prenantes concernées.
Lien:	https://teachertaskforce.org/fr/plate-forme-de-connaissances/soutenir-les-enseignants-dans-les-efforts-de-retour-lecole
<i>Soutenir les enseignants dans les efforts de retour à l'école : Guide d'utilisation à l'intention des chefs d'établissement.</i>	
Source, date:	Équipe Spéciale Internationale sur les Enseignants pour Éducation 2030, UNESCO & Organisation Internationale du Travail (ILO), 2020
Résumé:	Le présent guide d'utilisation vise à appuyer et protéger les enseignants et le personnel de soutien à l'éducation dans les efforts de retour à l'école à la suite des fermetures liées au COVID-19. Bien que s'adressant principalement aux chefs d'établissements, cette ressource peut également être utile aux enseignants et au personnel de soutien à l'éducation pour les aider à mieux comprendre leurs rôles et responsabilités dans les efforts de retour à l'école. Le présent guide repose sur les sept dimensions énoncées dans les orientations stratégiques conjointes de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)/l'Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour Éducation 2030/l'Organisation internationale du Travail (OIT) figurant dans le document Soutenir les enseignants dans les efforts de retour à l'école : orientations à l'intention des décideurs.
Lien:	https://teachertaskforce.org/fr/soutenir-les-enseignants-dans-les-efforts-de-retour-lecole-guide-d-utilisation-a-l-intention-des-chefs
<i>Retour à l'école en sécurité : guide du praticien</i>	
Source, date:	Global Education Cluster & Child Protection Global Protection Cluster, 2020
Résumé:	Ce guide s'appuie sur le Cadre des Nations Unies pour la réouverture des écoles, en proposant des actions concrètes qui peuvent être prises au niveau des communautés et des écoles pour rendre opérationnelles ces recommandations politiques mondiales.
Lien:	https://inee.org/system/files/resources/Safe%20Back%20to%20School%20French%208%20July.pdf
<i>Note d'orientation sur l'élaboration d'une politique enseignante adaptée aux situations de crise</i>	
Source, date:	Norwegian Teacher Initiative & UNESCO, 2020
Résumé:	Ce document a pour but de guider les décideurs politiques dans le développement d'une politique nationale enseignante adaptée aux situations de crise, en tant que composante intégrée des plans nationaux du secteur de l'éducation. Il présente une liste de dispositions clés dans quatre dimensions politiques : des conditions d'emploi et de travail appropriées pour les enseignants, une formation et une préparation adéquates des enseignants, des mécanismes de partage de l'information et de consultation, et un soutien aux enseignants pour la poursuite de l'enseignement et de l'apprentissage.
Lien:	https://teachertaskforce.org/fr/Renforcer-la-cooperation-multipartenaires-pour-soutenir-les-politiques-relatives-aux-enseignants-et-ameliorer-lapprentissage

Enseignants dans des contextes de crise. Des pratiques prometteuses dans la gestion, le développement professionnel et le bien-être des enseignants.

Source, date:	INEE, 2019
Résumé:	Il est primordial que le secteur de l'éducation d'urgence partage et apprenne des politiques, pratiques et approches de recherche prometteuses pour soutenir les enseignants dans les contextes de crise. C'est pourquoi cette publication fournit aux donateurs, aux décideurs politiques, aux praticiens, aux chercheurs et aux enseignants des exemples convaincants de programmes et de pratiques qui influencent positivement l'amélioration des conditions de travail et des pratiques d'enseignement des enseignants. Les 24 études de cette publication présentent des pratiques prometteuses en matière de gestion, de développement professionnel et de bien-être des enseignants dans des régions et des contextes divers.
Lien:	https://inee.org/system/files/resources/FR_TiCC%20Case%20Study.pdf

Intégrer la réduction des risques de conflits et de catastrophes dans la planification du secteur de l'éducation : notes d'orientation pour les planificateurs de l'éducation

Source, Date:	IIEP-UNESCO, 2011
Résumé:	Ces Notes d'orientation proposent des stratégies pour intégrer les mesures de réduction des risques de conflit et de catastrophe dans le processus de planification du secteur de l'éducation. Elles sont destinées aux personnels des ministères de l'éducation, en particulier dans les départements de planification au niveau central, mais sont également utiles pour les autres acteurs de l'éducation qui soutiennent les ministères dans le processus de planification.
Lien:	https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000228650_fre

Normes minimales pour l'éducation : Préparation, Interventions et Relèvement

Source, date:	INEE, 2010
Résumé:	Le Manuel des Normes minimales de l'INEE est un document normatif qui contient 19 normes accompagnées chacune d'actions clés et de notes d'orientation. Le Manuel a pour but d'améliorer la qualité de la préparation, des interventions de réponse et du relèvement au niveau de l'éducation, d'accroître l'accès à des possibilités d'apprentissage sûres et pertinentes et de garantir que ces services soient fournis avec responsabilité.
Lien:	https://inee.org/system/files/resources/INEE_Minimum_Standards_Handbook_2010%28HSP%29_FR.pdf

Ressources utiles en langue anglaise

Teacher wellbeing resources mapping and gap analysis

Source, date:	INEE, 2021
Summary:	The Teacher Wellbeing Tools & Resources Mapping maps the existing work on teacher wellbeing by collecting existing resources, tools, and policy or advocacy documents that address teacher wellbeing in emergency settings and presenting them in one place. The gap analysis report captures the findings from the resource mapping. It offers a set of 13 key recommendations to guide the next phase of the project, where INEE will create new practical guidance and tools that focus on teacher wellbeing through a social-ecological lens in consultation with teachers themselves.
Link:	https://inee.org/resources/teacher-wellbeing-resources-mapping-gap-analysis

Teacher Management in Refugee Settings: Public Schools in Jordan [forthcoming]

Source, Date:	IIEP-UNESCO, 2021
Summary:	
Link:	

<i>Teacher Management in Refugee Settings: UNRWA Schools in Jordan [forthcoming]</i>	
Source, Date:	IIEP-UNESCO, 2021
Summary:	
Link:	
<i>Ensuring the effective management of primary-level teachers in refugee settings in Ethiopia.</i>	
Source, Date:	IIEP-UNESCO, 2020
Summary:	Effective teacher management, directed at building the status, competency, and motivation of teachers, is a crucial policy lever that can help Ethiopia achieve its aim of developing and sustaining a quality, inclusive and equitable education system. This policy brief aims to provide evidence-informed policy guidance for the effective management of primary-level teachers in refugee settings to the Ethiopian Ministry of Education (MoE), the Agency of Refugee and Returnee Affairs (ARRA), and other key stakeholders at multiple levels of governance. The brief builds on the key objectives, strategies and initiatives set out in the new Ethiopian Roadmap for Education and Training and on the findings from a research study entitled Teacher management in refugee settings: Ethiopia.
Link:	http://www.iiep.unesco.org/en/publication/ensuring-effective-management-primary-level-teachers-refugee-settings-ethiopia
<i>Guidebook for planning education in emergencies and reconstruction</i>	
Source, Date:	IIEP-UNESCO, 2010
Summary:	The Guidebook for planning education in emergencies and reconstruction aims to support educational authorities in providing equal access to quality education for children affected by conflict or disaster, providing a unique opportunity to reform an education system. Intended primarily for Ministry of education staff, it will also serve educational planners and practitioners at all levels and UN staff, NGOs, and donor agencies. Section 3 explicitly pertains to teachers and learners.
Link:	https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000190223/PDF/190223eng.pdf.multi
<i>Refugee Education 2030: A Strategy for Refugee Inclusion</i>	
Source, Date:	UNHCR, 2019
Summary:	The strategy sets out ways of achieving progress towards the inclusion of refugee children in education through partnership, collaborative learning, capacity development, innovation, evidence, and growth. It is intended to provide inspiration and guidance for a broad spectrum of stakeholders within and outside UNHCR.
Link:	https://www.unhcr.org/publications/education/5d651da88d7/education-2030-strategy-refugee-education.html
<i>Technical Guide: What Teachers and School Administrators Can Do to Protect Education from Attack</i>	
Source, Date:	Global Coalition to Protect Education from Attack, 2017
Summary:	This technical guide outlines how teachers and school administrators can protect education by implementing protective measures in their schools. Measures are organized into seven categories: 1. Unarmed Physical Protection Measures 2. Armed Physical Protection Measures 3. Negotiations as a Strategy to Protect Education 4. Early Warning/Alert Systems 5. Alternative Delivery of Education 6. Psychosocial Support 7. Comprehensive School-based Safety and Security Plans
Link:	http://protectingeducation.org/wp-content/uploads/documents/documents_technical_guide_2017.pdf

<i>Education for safety, resilience, and social cohesion</i>	
Source, date:	IIEP-UNESCO, International Bureau of Education, Protect Education in Insecurity and Conflict, 2015
Summary:	This planning resource kit contains six booklets with guidance for educational planners on addressing safety, resilience, and social cohesion.
Link:	http://education4resilience.iiep.unesco.org/en/planning
<i>Comprehensive school safety: a global framework in support of The Global Alliance for Disaster Risk Reduction and Resilience in the Education Sector and The Worldwide Initiative for Safe Schools</i>	
Source, date:	UNISDR, Global Alliance for Disaster Risk Reduction & Resilience in the Education Sector, 2014
Summary:	The CSS framework is intended to advance the goals of the Worldwide Initiative for Safe Schools and the Global Alliance for Disaster Risk Reduction and Resilience in the Education Sector and promote school safety as a priority area of post-2015 frameworks for sustainable development and risk reduction and resilience.
Link:	https://www.preventionweb.net/files/31059_31059comprehensiveschoolsafetyframe.pdf

Références

Brookings & CfBT Education Trust. 2012. Building effective teacher salary systems in fragile and conflict-affected states Available at: [09_CfBT_BrookingsReport.pdf](#)

Dahya, Negin, Dryden-Peterson, Sarah, Douhaibi, Daci and Arvisais, Oliver. 2019. Social support networks, instant messaging, and gender equity in refugee education. Information, communication & Society. Available at: <http://nrs.harvard.edu/urn-3:HUL.InstRepos:38595192>

GCPEA. 2020a. A decade of safeguarding education in armed conflict. Available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/GCPEAs-tenth-anniversary-brochure.pdf>

GCPEA. 2020b. Education Under Attack 2020. Available at: https://protectingeducation.org/wp-content/uploads/eua_2020_full.pdf

Mendenhall, Mary, Gomez Sonia, Varny, Emily. 2018. Teaching amidst conflict and displacement: persistent challenges and promising practices for refugee, internally displaced and national teachers. Background Paper Prepared for the Global Education Monitoring Report: Migration, Displacement and Education: Building bridges, not walls. Available at: <http://gem-report-2019.unesco.org/background-papers/>

IIEP-UNESCO. 2011. Integrating conflict and disaster risk reduction into education sector planning: guidance notes for educational planners. Paris: UNESCO. Available at: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000228650>

IIEP-UNESCO. 2020. Ensuring the effective management of primary-level teachers in refugee settings in Ethiopia. Paris: UNESCO. Available at: <http://www.iiep.unesco.org/en/publication/ensuring-effective-management-primary-level-teachers-refugee-settings-ethiopia>

IIEP-UNESCO. 2021. Teacher Management in Refugee Settings: Public Schools in Jordan Paris: UNESCO. [forthcoming].

INEE. 2021a. Glossary. INEE. Available at: <https://inee.org/eie-glossary>

INEE. 2021b. Teacher wellbeing in emergency settings: findings from a resource mapping and gap analysis. Available at: <https://inee.org/system/files/resources/INEE%20Teacher%20Wellbeing%20in%20Emergency%20v0.5.pdf>

INEE. 2010. Minimum Standards for Education: Preparedness, Response, Recovery. <https://inee.org/resources/inee-minimum-standards>

IOM. 2021. IOM Reports: Ethiopia Records More Than 1.8 Million Internally Displaced in 2020. Geneva: IOM UN Migration. Available at: <https://www.iom.int/news/iom-report-ethiopia-records-more-18-million-internally-displaced-2020>

UN. 2016. Report of the open-ended intergovernmental expert working group on indicators and terminology relating to disaster risk reduction. New York: UN. Available at: <https://www.unisdr.org/we/inform/publications/51748>

UNESCO. 2010. Protecting Education from Attack: A State-of-the-Art Review. Paris: UNESCO. Available at: <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001867/186732e.pdf>

UNESCO. 2016. Education 2030: Incheon Declaration and Framework for Action for the implementation of Sustainable Development Goal 4: Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all. UNESCO. Available at: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000245656?posInSet=2&queryId=4e812163-e415-483f-b852-f4dd584e069e>

UNESCO. 2017. Displaced Person / Displacement. UNESCO. Available at: <http://www.unesco.org/new/en/social-and-human-sciences/themes/international-migration/glossary/displaced-person-displacement/>

UNESCO. 2021. Education: From disruption to recovery. COVID-19 impact on education. UNESCO. Available at: <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse>

UNESCO GMR. 2015. Humanitarian aid for education: why it matters and why more is needed. UNESCO GMR. Available at: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000233557>.

UNHCR. 2020. Stratégie éducation 2030. Tchad. Stratégie pour l'inclusion éducative des réfugiés au Tchad. Available at: <https://data2.unhcr.org/fr/documents/details/83328>

UNHCR. 2021a. Global trends. Forced displacement in 2020. UNHCR. Available at: <https://www.unhcr.org/flagship-reports/globaltrends>

UNHCR. 2021b. Operational Data Portal (Ethiopia). Available at: <https://data2.unhcr.org/en/country/eth>

UNHCR. 2021c. Global Focus (Chad). Available at: <https://reporting.unhcr.org/node/2533>

UNICEF. 2021. Child displacement. UNICEF. Available at: <https://data.unicef.org/topic/child-migration-and-displacement/displacement/>

Sinclair, M. 2002. Planning education in and after emergencies. Paris: IIEP-UNESCO. Available at: http://s3.amazonaws.com/inee-assets/resources/Planning_Education_in_and_after_Emergencies.pdf